



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

**Objet de la
délibération:**
**Appel à projet
politique de la ville
2016**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 22 décembre 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le : 22 décembre 2015

Pour rappel, le vote de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine vise à concentrer les moyens publics sur les territoires les plus en difficulté.

S'inscrivant dans une géographie prioritaire resserrée, cette réforme veut renforcer la lisibilité, la cohérence et l'efficacité de la politique de la ville.

La Dracénie a été impactée par la loi retenant trois quartiers prioritaires aux périmètres distincts des anciens quartiers CUCS (Contrats Urbains de Cohésion Sociale) portant sur deux communes. Le périmètre du Contrat de Ville intercommunal 2015-2020 représente donc 8370 habitants répartis comme suit :

- Pour la ville de Draguignan, le nombre d'habitants identifié dans les territoires prioritaires est de 6 770, soit pour le quartier centre-ville 4 320 et pour le quartier les Collettes 2 450. Le quartier les Collettes à Draguignan enregistre un revenu médian annuel de 11 200 € soit 933 € par mois. Celui du centre-ville de Draguignan de 10 900 € soit 908 € par mois. Plus de 2 000 personnes vivent avec moins de 900 € par mois en centre-ville de Draguignan.
- Pour la ville du Muy, le nombre d'habitants identifié dans le territoire prioritaire, centre-ville, est de 1 600. Le quartier prioritaire centre-ville du Muy enregistre un revenu médian annuel de 8 800 €, soit 733 € par mois. Aussi 800 personnes du centre-ville du Muy vivent avec moins de 733 € par mois.

Les contrats de ville nouvelle génération succèdent à compter de 2015 au CUCS. Ils constituent le cadre d'action d'une politique de la ville renouvelée.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise s'est engagée dans une politique de cohésion sociale à travers notamment le Contrat de ville 2015-2020, signé par les partenaires le 29 juin 2015.

Conclu à l'échelle intercommunale entre l'État et ses établissements publics, les communes de Draguignan et le Muy et la CAD, la Région et le Département, les partenaires CCIV, CMAR et UPV, la Caisse des dépôts et consignment, Pôle Emploi, la CAF, l'Agence Régionale de Santé, les bailleurs sociaux, et l'Education nationale, le contrat de ville mobilise et adapte en tout premier lieu les actions relevant des politiques publiques de droit commun (80%) dont l'enjeu est la coordination.

Pour le reste, il s'agit d'actions complémentaires au droit commun qui relèvent des crédits spécifiques politique de la ville et qu'il convient d'orienter chaque année à travers le lancement d'un appel à projet. A ce titre, elle soutient des opérateurs pour la mise en œuvre d'actions spécifiques de ce contrat de ville, via cet appel à projet au profit des habitants des trois quartiers prioritaires politique de la ville.

L'appel à projet 2016 repose sur 3 piliers du contrat de ville :

- 1 - Cadre de vie et renouvellement urbain,
- 2 - Développement de l'activité économique et de l'emploi,
- 3 - Cohésion sociale.

Tandis qu'un 4ème pilier, transversal aux trois précédents, traite des valeurs de la République et de la citoyenneté.

L'appel à projet contient notamment :

- les modalités de dépôt des dossiers de demandes de subvention pour 2016,
- les modalités de candidature,
- le calendrier,
- la présentation et le cadre légal de l'appel à projets 2016,
- la géographie prioritaire (quartiers prioritaires et en dispositif de veille active),
- le cadre général de l'appel à projets avec les objectifs opérationnels du contrat de ville,
- les critères d'éligibilité,

- les critères d'instruction et d'évaluation.

Les actions financées s'appuieront sur les enjeux, les objectifs opérationnels et le plan d'actions établis dans le contrat de ville le 29 juin 2015 pour la période 2015-2020 pour les quartiers prioritaires des deux communes.

L'appel à projet pour retenir les actions 2016 financées au titre des crédits spécifiques « politique de la ville » sera lancé le 21 décembre 2015 avec une date limite de dépôts des dossiers par les opérateurs au 31 janvier 2016

En conséquence et au vu de l'avis de la commission politique de la ville du 3 décembre 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver le lancement de l'appel à projet politique de la ville 2016.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de l'autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.